



Islande : le budget sensible au genre, une réponse à la crise économique

Cette île de 330 000 habitants a subi de plein fouet les effets de la crise économique et financière de 2008. Cependant, elle a connu depuis « un redressement spectaculaire »¹ car aujourd'hui la croissance du PIB prévue pour 2017 est de 6 %, la dette publique est contenue à 35 % du PIB, et on constate un léger excédent budgétaire (1,7 %) et le quasi-plein emploi. Parmi les mesures pour répondre à la crise, figurait la mise en place d'un budget sensible au genre (BSG)².

Intégrer une démarche de BSG³ conduit à évaluer si la collecte (impôts, taxes...) et la distribution des ressources financières (subventions, investissements dans des équipements, fonctionnement des services...) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes. En matière de politique fiscale, cela signifie prévoir des allègements fiscaux ciblés ou bien remplacer l'imposition par famille par l'imposition individuelle afin de ne pas pénaliser les femmes. En matière de dépenses, le BSG se traduit par la mise en place d'une politique qui soutient l'offre de main-d'œuvre féminine (congés parentaux payés, services de garde subventionnés, subventions publiques aux entreprises pour favoriser l'embauche des femmes). La perspective de genre doit être intégrée à tous les stades du cycle budgétaire : mise en place d'indicateurs avec des données ventilées par sexe, intégration du genre comme critère de négociation, allocations budgétaires spécifiques. Les systèmes d'information doivent être adaptés pour produire des rapports qui incluent des données genrées. Enfin, des évaluations d'impact et des audits *a posteriori* afin de mesurer les effets des dispositions budgétaires sur les inégalités entre les sexes peuvent être menés⁴.

Aux origines du budget genré

En 1984, l'Australie met en place le premier BSG au monde. À partir de 1989, c'est le Royaume-Uni qui prend le relais avec le Women's Budget Group (WBG) qui étudie l'impact des impôts et transferts budgétaires sur l'égalité entre les sexes. Au Canada, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté fut à l'origine en 1993 d'une initiative visant l'intégration d'une perspective de genre dans le domaine budgétaire. Il faudra attendre 1995 et la quatrième conférence mondiale sur les femmes des Nations-Unies à Pékin pour que l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire fasse l'objet d'une reconnaissance internationale⁵.

Aujourd'hui, plus de 100 pays ont adopté, à des degrés divers, un budget selon le genre. Selon l'enquête menée par l'OCDE en 2016, près de la moitié des pays de l'OCDE (15 membres sur 34) ont introduit (Autriche, Belgique, Corée, Espagne, Finlande, Islande, Israël, Japon, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Suède), sont en train d'introduire (Italie), ou prévoient d'introduire (Turquie, République Tchèque) le BSG⁶. Toutes les initiatives lancées aujourd'hui dans le monde aboutissent à la conclusion que l'égalité hommes/femmes contribue au développement économique et au bien-être des citoyens⁷.

¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/438204>

² <http://www.beigewum.at/wordpress/wp-content/uploads/Iceland.pdf>

³ Selon la définition du Conseil de l'Europe (2005), la budgétisation sensible au genre « est une application de l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire. Cela signifie une évaluation des budgets basée sur la dimension de genre, en incorporant une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et en restructurant les recettes et les dépenses dans le but de promouvoir l'égalité des genres ».

⁴ <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2017/05/12/pp041917gender-budgeting-in-g7-countries>

⁵ <https://rm.coe.int/1680596144>

⁶ <https://www.oecd.org/gender/Gender-Budgeting-in-OECD-countries.pdf>

⁷ <https://www.oecd.org/gov/budgeting/gender-budgeting-experts-meeting-2017-agenda.pdf>

L'Islande, championne du monde en matière d'égalité de genre

L'Islande, considéré par *The Economist* comme le meilleur pays au monde pour les femmes actives⁸, occupait en 2016, pour la huitième année consécutive, la première place du classement du World Economic Forum sur l'égalité entre les sexes⁹, confirmant son avance en matière de participation des femmes à la politique et à l'économie, grâce à une représentation croissante parmi les parlementaires, hauts fonctionnaires et gestionnaires¹⁰. Cette tendance n'est pas récente, elle correspond à une longue tradition de promotion de l'égalité entre les sexes. Dès 1850, les femmes acquièrent les mêmes droits de succession que les hommes¹¹. Le début du XX^e siècle apporta des changements radicaux : premières femmes élues au conseil municipal de Reykjavik en 1908, droit de vote accordé aux femmes en 1917, première femme élue au Parlement en 1922. En 1980, les Islandais élisent Vigdís Finnbogadóttir, première présidente au monde¹².

L'Islande se distingue aussi par un taux de participation très élevé des femmes au marché du travail (77,6 %), des structures qui accueillent 90 % des jeunes enfants (âgés de 1 à 5 ans), et un congé parental de 3 mois réservé aux hommes et non transférable. Enfin, l'acte sur l'égalité du statut et des droits entre hommes et femmes (2008) insiste sur l'importance de l'utilisation des statistiques désagrégées par sexe¹³.

Le budget sensible au genre, mesure anti-crise

La première tentative d'introduction d'une perspective de genre dans le processus budgétaire a été réalisée dans le cadre d'un projet de coopération nordique en 2006¹⁴. Restée sans suites, cette idée est réapparue en 2009, après la crise économique et avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition (Alliance sociale-démocrate et mouvement vert de gauche), qui a considéré le BSG comme un élément clé de la préparation du budget et de la politique économique¹⁵. Chaque ministère devait mettre en place un projet pilote. Au nombre de 17, on comptait parmi ceux-ci : l'analyse de la transférabilité des réductions d'impôt des particuliers entre les couples par le ministère des Finances ; la recherche sur le statut de la dette des ménages islandais par le ministère des Affaires économiques ; et l'analyse de la répartition par sexe des prestations de chômage et des listes d'attente des hôpitaux par le ministère de la Protection sociale.

En 2011, un groupe de travail a été désigné afin de mesurer l'impact de la crise économique en matière d'égalité de genre. Les importantes réductions budgétaires dans le secteur public ont eu des effets plus importants sur les femmes que sur les hommes¹⁶. Celles-ci ont accru le chômage des femmes, car la fonction publique est très féminisée, et la diminution de l'allocation de congé parental a dissuadé les hommes de le prendre. Ainsi, la même année, le gouvernement a approuvé un plan triennal afin d'améliorer l'incidence du budget sur l'égalité de genre.

Une nouvelle loi organique pour les femmes

Ces premières dispositions ont permis d'identifier des premiers biais en matière de politique budgétaire¹⁷. Par exemple, concernant l'octroi de subventions agricoles, le délai d'attente pour les examens d'imagerie cardiaque, et la disponibilité des places en maison de retraite, les femmes étaient défavorisées. Des mesures correctives introduites au budget ont permis d'améliorer la situation. Puis, en 2015, le comité budgétaire du Parlement islandais a modifié la législation en matière d'impôt sur le revenu. Tout d'abord, en passant de trois tranches d'imposition à deux tranches et aussi en supprimant la possibilité pour le partenaire à haut revenu d'un couple fiscal (généralement un homme) de bénéficier du crédit d'impôt inutilisé du partenaire à plus faible revenu ; cette mesure étant jugée discriminatoire pour les femmes¹⁸. Enfin, l'article 18 de la nouvelle loi organique de 2016 introduit le principe de « gender budgeting » et d'égalité¹⁹. D'autres administrations ont, par la suite, suivi le mouvement : la ville de Reykjavik²⁰ et l'université de Finlande²¹.

Virginie Ma-Dupont

⁸ <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2016/03/daily-chart-0>
⁹ <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/top-ten/>
¹⁰ https://www.staticis.is/media/50333/women_and_men_2017.pdf
¹¹ <https://www.womenpoliticalleaders.org/why-is-iceland-the-world-s-global-leader-in-gender-equality/>
¹² https://www.althingi.is/pdf/wip/Gender_Equality_in_Iceland_2012.pdf
¹³ http://garciaproject.eu/wp-content/uploads/2015/01/Gudmundsdottir_Reykjavik_August_2014.pdf
¹⁴ https://eng.fjarmalaraduneyti.is/media/utgafa/GB_in_Iceland_Fact_Sheet2012.pdf
¹⁵ <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16155.pdf>
¹⁶ <http://www.nordregio.se/en/Metameny/Nordregio-News/2013/Gender-Equality-for-Regional-Growth/Reflection/>
¹⁷ <https://books.google.fr/books?id=hAs0CgAAQBAJ&pg=PA15&lpg=PA15&dq=gender+budgeting+iceland&source=bl&ots=xBmCBVBoh&sig=hNBnmCfTAVgQG0ps41VHIVU0z9c&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwidj7K2pO3WAhUFZFakHY4UAI0Q6AEIZDAI#v=onepage&q=gender%20budgeting%20iceland&f=false>
¹⁸ <https://www.oecd.org/gender/Gender-Budgeting-in-OECD-countries.pdf>
¹⁹ <https://www.pempal.org/sites/pempal/files/attachments/2017-08-23/d1-pm-session-4-herdis-solborg-haraldsdottir-iceland.pdf>
²⁰ http://reykjavik.is/sites/default/files/gender_budgetin_reykjavik.pdf
²¹ <http://www.irpa.is/article/view/a.2016.12.1.9>